

NOTE CONCEPTUELLE

“Renforcement des capacités pour des politiques de protection sociale fondées sur des données probantes afin de répondre à la triple crise mondiale des énergies, de l'alimentation et de la finance”

**VOYAGE D'ÉTUDE POUR LES FONCTIONNAIRES GOUVERNEMENTAUX DE
NAMIBIE, DU SÉNÉGAL, DE TANZANIE ET DE LA ZAMBIE
ORGANISÉ PAR LA COOPÉRATION RWANDAISE ET SOUTENU PAR LA CEA et
PUNDESA
KIGALI, RWANDA
Du 11 au 14 NOVEMBRE 2025**

1. Introduction

La Division Genre, lutte contre la Pauvreté et Politique Sociale de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (DGPPS/CEA), en collaboration avec la Division des Objectifs de Développement Durable (ODD) et la Division du Développement Social Inclusif (DISD) du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (DAESNU) et la Coopération Rwandaise, organise un atelier de renforcement des capacités à l'intention des fonctionnaires des gouvernements de Namibie, de Tanzanie, du Sénégal et de la Zambie, sur l'expérience du Rwanda en matière de « Renforcement des Systèmes de Protection Sociale », du 11 au 14 novembre 2025, à Kigali, Rwanda.

Cet atelier de renforcement des capacités s'inscrit dans le cadre de la mission de la CEA et de la DAESNU, qui consiste à conseiller les gouvernements intéressés sur les moyens de traduire les cadres politiques élaborés lors des conférences et sommets des Nations Unies en programmes nationaux, grâce à une assistance technique contribuant au renforcement des capacités nationales.

La Coopération Rwandaise a été créée par le gouvernement rwandais en 2018 afin de promouvoir et de partager des initiatives de développement innovantes par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Sa mission est de servir de plateforme d'apprentissage favorisant les initiatives innovantes par la coopération nationale et internationale. À cet effet, la Coopération Rwandaise collabore avec les agences gouvernementales, les partenaires de développement et les organisations de la société civile pour promouvoir l'échange de connaissances et la croissance mutuelle. Au cours des deux dernières années, plus de 1 000 personnes ont participé à des voyages d'études au Rwanda afin de comprendre le parcours de développement du pays et les solutions politiques innovantes. Les participants ont assisté à des ateliers et des visites de terrain et ont eu l'occasion de rencontrer des représentants des institutions publiques et privées qui pilotent et mettent en œuvre des initiatives de développement durable.

2. Contexte

Selon le Rapport mondial sur la protection sociale 2024-2026, le monde a franchi une étape importante : pour la première fois, plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) est couverte par au moins une prestation de protection sociale. Pourtant, les 47,6 % restants sont sans protection, sans accès à aucune protection sociale. Seuls 19 % de la population africaine bénéficie d'au moins une prestation de protection sociale. La région Asie-Pacifique a réalisé d'énormes progrès, avec une couverture dépassant désormais la moyenne mondiale de 53,6 %. Malgré ces progrès, 2,1 milliards de personnes restent sans protection contre divers risques socio-économiques et liés au cycle de vie. De même, les progrès en matière d'extension de la protection sociale sont inégaux.

Les systèmes de protection sociale en Afrique et dans la région Asie-Pacifique sont confrontés à des défis récurrents et nouveaux. Ces systèmes doivent être considérablement renforcés pour atténuer efficacement les effets de la triple crise mondiale des énergies, de l'alimentation et de la finance. Les progrès vers la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation de la cible des Objectifs de développement durable relative à la protection sociale (indicateur 1.3.1) sont compromis par les lacunes en matière de couverture, d'exhaustivité et d'adéquation des systèmes de protection sociale. La situation est exacerbée par la crise du coût de la vie, déclenchée par l'impact de la pandémie de COVID-19, les conflits internes et internationaux, la pénurie énergétique, les contraintes financières et l'inflation galopante qui en découle (autrement dit, la triple crise des carburants, de l'alimentation et de la finance). Au-delà de cette triple crise, le changement climatique, qu'il soit lent ou soudain, a également un impact négatif sur les vies et les moyens de subsistance, en particulier parmi les groupes vulnérables, et replonge des millions de personnes dans la pauvreté. De plus, les récentes annonces de droits de douane ont accru les tensions et l'incertitude commerciales, menaçant d'exacerber les inégalités existantes.

En Afrique, de nombreux pays peinent à investir dans la protection sociale, la santé et l'éducation en raison de ressources limitées et d'un endettement élevé. Lors de la 11^e session du Forum régional africain pour le développement durable, tenue à Kampala, en Ouganda, en avril 2025, il a été convenu que les pays africains et les partenaires au développement devraient renforcer la sécurité et la résilience économiques grâce à des mécanismes de protection sociale robustes et ciblés, tels que des systèmes d'épargne volontaire et des subventions pour les personnes âgées et les personnes handicapées. En outre, la Déclaration de Kampala sur « Des solutions durables, inclusives, fondées sur la science et les données probantes pour stimuler la création d'emplois et la croissance économique et pour mettre en œuvre le Programme 2030 et l'Agenda 2063 » a appelé à la mise en place et au renforcement de systèmes, de programmes et de services de protection sociale adaptés au niveau national, universels, inclusifs et tenant compte des questions de genre, accessibles aux personnes handicapées, et à l'amélioration de leur capacité à résister aux catastrophes, à s'en relever et à assurer la continuité en temps de crise.

La pandémie a provoqué un choc historique pour l'économie mondiale, affectant toutes les régions. Selon le rapport sur les Objectifs de développement durable 2022, plus de quatre années de progrès dans la lutte contre la pauvreté ont été anéanties, avec 75 à 95 millions de personnes

supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté en 2022 par rapport au niveau d'avant la pandémie. L'Afrique a été particulièrement touchée : son taux de pauvreté a augmenté et des millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté. Si de nombreux pays à travers le monde ont introduit de nouvelles mesures de protection sociale en réponse à la crise, nombre de ces mesures étaient de nature à court terme et un grand nombre de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle et de groupes en situation de vulnérabilité n'en ont pas encore bénéficié. Les inégalités entre et au sein des pays se sont également aggravées, tandis que la montée des pressions inflationnistes, en particulier la hausse des prix dans le secteur de l'énergie, a érodé le pouvoir d'achat des ménages et a touché de manière disproportionnée les segments les plus vulnérables de la population, qui ont également été les plus durement touchés par la pandémie, tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les travailleurs de l'économie informelle et les pauvres des villes. La hausse des prix s'est également propagée du secteur de l'énergie à d'autres secteurs, le secteur des denrées alimentaires étant l'un des plus touchés. Les prix des denrées alimentaires de base en Afrique subsaharienne ont augmenté d'environ 24 % entre 2020 et 2022. Il s'agit de la plus forte hausse depuis la crise financière mondiale de 2008. En conséquence, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave a fortement augmenté : plus d'une personne sur cinq en Afrique subsaharienne souffre de la faim et plus de 250 millions de personnes sont sous-alimentées. Face à cette situation, certains pays africains ont eu recours aux subventions et aux réductions d'impôts pour atténuer les souffrances et la baisse des revenus des ménages. Plus récemment, le rapport de la FAO sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde indique que la disponibilité, l'accessibilité et l'accessibilité financière des aliments continuent d'être affectées par les conflits, les perturbations économiques et les catastrophes naturelles et d'origine humaine.

3. Objectifs

L'objectif principal de ce voyage d'étude est de renforcer les connaissances et les capacités des décideurs politiques et des praticiens des pays participants à concevoir, financer et mettre en œuvre des systèmes de protection sociale inclusifs, fondés sur des données probantes et réactifs aux crises. Ce voyage d'étude permettra notamment d'approfondir l'apprentissage de l'expérience du Rwanda, qui s'est imposé comme l'un des principaux exemples africains d'intégration de mécanismes communautaires aux innovations numériques pour offrir une protection complète aux populations vulnérables.

Ce voyage d'étude vise à présenter aux participants les approches pratiques du Rwanda en matière d'extension de la couverture de protection sociale, de financement durable des régimes et de coordination des programmes entre les institutions gouvernementales, la société civile et les communautés locales. En collaborant directement avec les institutions rwandaises, les décideurs politiques acquerront des connaissances pratiques sur la manière dont des cadres institutionnels robustes et des systèmes numérisés, tels que le registre social national et le programme « *Vision 2020 Umurenge* » (VUP), contribuent à améliorer le ciblage, l'efficacité et la transparence des prestations.

Un autre objectif essentiel est de faciliter les échanges et l'apprentissage entre pairs entre les pays africains. Ce voyage d'étude créera un environnement propice où les responsables pourront réfléchir aux défis communs, discuter de l'applicabilité des innovations rwandaises à leurs propres

contextes et renforcer les réseaux de collaboration qui pourront perdurer au-delà de la durée du projet. Il contribuera ainsi à constituer un groupe de décideurs politiques engagés à promouvoir une protection sociale inclusive et sensible au genre, répondant efficacement à la triple crise mondiale des carburants, de l'alimentation et des finances.

En fin de compte, ce voyage d'étude vise à générer des enseignements pratiques qui seront intégrés aux stratégies et programmes nationaux des pays participants, à renforcer la coopération interrégionale et à soutenir l'accélération des progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique.

4. Groupe cible

Le voyage d'étude réunira une vingtaine de participants, dont jusqu'à trois hauts responsables politiques de chacun des pays cibles du projet, directement impliqués dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes de protection sociale, ainsi que des représentants du système des Nations Unies. Les participants proviendront des ministères et institutions en charge de la protection sociale, du travail, de la jeunesse, de l'emploi et du genre afin de garantir l'intégration efficace des connaissances acquises dans les politiques et stratégies nationales. La présence de représentants des Nations Unies apportera une expertise technique et permettra de contextualiser l'expérience rwandaise dans des cadres régionaux et mondiaux plus larges, tandis que la taille relativement réduite des groupes favorisera des échanges constructifs et un apprentissage pratique entre pairs.

5. Méthodologie

Les participants seront sensibilisés aux bonnes pratiques adoptées au Rwanda, notamment à l'importance accordée par le pays à des initiatives innovantes en matière de protection sociale, ancrées dans son histoire et ses traditions culturelles. Ces initiatives sont devenues une source d'inspiration pour d'autres, favorisant le développement d'idées et de concepts locaux percutants, moteurs de prospérité et de croissance inclusive. À l'issue de ce voyage d'étude, les participants auront acquis une profonde compréhension du chemin parcouru par le Rwanda en matière de développement inclusif depuis le génocide des Tutsis de 1994. Le Rwanda est aujourd'hui cité comme l'un des pays les plus performants dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, des ODD et de l'Agenda 2063 de l'UA. Les participants découvriront également comment le Rwanda a, au cours de ce parcours, accompli trois choses : (i) d'un État et d'une nation en faillite, à la fin du génocide des Tutsis de 1994, à une nation unie et un État stable ; (ii) d'un pays sans avenir, le Rwanda ambitionne désormais de devenir un pays à revenu intermédiaire, puis un pays développé, après avoir enregistré une croissance économique moyenne de 8 % au cours des 28 dernières années depuis 1994 ; et (iii) du bas de la pauvreté, le Rwanda a réalisé ce que l'on appelle aujourd'hui le « triplé » du développement : une forte croissance économique, une réduction significative de la pauvreté et une diminution des inégalités, traduisant la croissance économique en progrès social et en amélioration des conditions de vie de sa population.

Des experts rwandais issus des institutions et ministères responsables impliqués dans la mise en œuvre du Plan national de développement, de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'UA mèneront des activités de renforcement des capacités par le biais d'ateliers, de séminaires et d'interactions structurées. Des séances interactives avec des experts gouvernementaux et des visites d'institutions sectorielles pertinentes permettront également aux participants d'acquérir un savoir-faire technique grâce à l'observation directe des politiques innovantes de protection sociale en action. Les séances de synthèse seront également l'occasion d'échanger sur les futurs axes de collaboration et de partenariat susceptibles d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD au cours des cinq années restantes de la Décennie d'action.

6. Date, lieu et langue

Le voyage d'étude se déroulera à Kigali, au Rwanda, avec des visites de terrain dans certains districts afin d'observer la mise en œuvre d'initiatives de protection sociale au niveau communautaire. Toutes les présentations et ateliers auront lieu au Centre d'excellence pour la coopération au Rwanda, à Kigali. Les dates proposées sont du 11 au 14 novembre 2025.

La langue de travail des ateliers sera l'anglais avec traduction en français ; la documentation sera fournie en anglais.

7. Questions organisationnelles et administratives

Le voyage d'étude sera organisé conjointement par le DAES des NU et la CEA, en étroite collaboration avec le gouvernement rwandais. L'atelier se déroulera en présentiel, le DAES des NU prenant en charge les frais de voyage et les indemnités journalières de tous les participants invités et des experts externes extérieurs au système des Nations Unies.

8. Contacts

Mme Mamusa Siyunyi Chargée des affaires sociales Division Genre, lutte contre la pauvreté et politique sociale Commission économique pour l'Afrique Courriel : siyunyi@un.org	Mme Sofanit Abebe Section des politiques sociales Division Genre, lutte contre la pauvreté et politique sociale B.P. 3001, Addis-Abeba, Éthiopie Tél. : 251 11 5443316 Courriel : abebes.uneca@un.org
M. Francis Niyigena Coopération rwandaise Kigali, Rwanda Courriel : niyigena@cooperation.rw	Mme Nardos Mulatu Areda Service des stratégies nationales et du renforcement des capacités Division des objectifs de développement durable, DAES, New York Courriel : mulatun@un.org